

DECLARATION DE BRIGITTE MONHAUPT

Nous rendons maintenant public une affaire qui signifie pour nous la rupture dans le collectif des prisonniers et dans la relation politique à la RAF. La substance de la relation est détruite. Il n'y a aucune autre décision de possible que celle de la séparation. Nous avons atteint le point final du développement dans l'agonie politique qui commença en 1992 avec le renversement des fondements de notre politique et qui trouve aujourd'hui son aboutissement en ce que notre lutte et nos vies doivent être liquidées dans notre dos.

Depuis Mai, les prisonniers de Celle, avec l'accord des illégaux, ont mis en route la liquidation de la RAF et des prisonniers.

Nous mêmes nous n'avons appris cela que depuis peu, et ce ne fut également que par hasard. Il n'était pas prévu que nous en ayons connaissance, parce qu'il était évident pour les prisonniers de Celle comme pour la RAF, qu'aucun d'entre nous autres prisonniers nous ne suivrons cette voie. Nous devions être mis devant le fait accompli, bouffe ou crève.

Cela devait se faire exactement en ce sens : celui qui ne "suit" pas, n'a qu'à rester pour toujours en prison.

Cette duperie ne s'est pas faite seulement à notre égard, mais par rapport à tous ceux qui sont liés au combat de la RAF et des prisonniers, tous ceux qui sont solidaires, tous ceux qui veulent lutter avec nous pour arracher la liberté des prisonniers. Nous étions tous d'une façon ou d'une autre un moyen d'échange dans le deal.

Maintenant, nous entendons contrecarrer cette bonne organisation des choses. La situation doit être pleinement compréhensible pour tous, tout autre chose serait irresponsable et politiquement débile. Chacun(e) doit pouvoir exactement voir ce qu'il en est et où il/elle veut en arriver. Et pour nous mêmes cela ne peut de toutes façons pas continuer autrement, sinon nous pourrions alors nous mêmes piétiner de suite notre vie et toutes nos expériences dans notre lutte.

Maintenant, je vais tout d'abord formuler le concept qui est à la base de la liquidation et puis je formulerai les faits pour autant que nous les connaissons.

Le point de départ est la réflexion comme quoi Kohl (1) pourrait avoir un intérêt à se présenter avant les élections (3) comme celui qui a amené la "solution politique" et mis fin à 23 ans (3) de confrontation. Pour cette raison, avant que les stratégies électorales ne soient fixées, une disponibilité de la part de la RAF et des prisonniers est signalée à temps à Kohl et une proposition concrète est faite.

En outre, des personnalités placées à des fonctions sociales importantes doivent être informés de cette disponibilité et engagés à intervenir de leurs cotées auprès de Kohl pour une telle solution. Le calcul à long terme dans ce concept est que - au cas où Kohl ne réponde à rien - ces personnalités sachent que la RAF encore une fois ne reprend la confrontation que contrainte. Il doit leur être ainsi clairement démontré que seul l'Etat est responsable pour une continuité des actions. La RAF étant bien sûr prédisposée, mais Kohl, lui, non.

Par là, il n'y a plus aucune conception et détermination politique de la RAF, tout n'est plus orienté encore qu'à faire seulement "pression", afin d'arriver à la liquidation à de meilleures conditions. Ainsi que cela fut déjà le cas avec Weiterstadt.

D'une façon ou d'une autre cela constitue la fin de la politique pour laquelle la RAF s'est engagée durant plus de 20 ans, l'intervention révolutionnaire dans la métropole. Et ce ne fut jamais une question des moyens uniquement, mais une question du contenu. Et nous voyons où ce contenu en est arrivé au fait que l'action armée soit définie aujourd'hui comme marchandise.

Voici donc ce qu'il en est du concept. Il y a un intermédiaire dans toute l'affaire, un de nos anciens avocats. Il est d'avis que par là il fait quelque chose pour nous tous et que cela serait de toutes façons notre dernière chance d'arriver à sortir un jour de prison. Irmgard et moi, nous avons parlé avec lui, et c'est de sa bouche que nous savons maintenant aussi le déroulement approximatif de l'affaire.

C'est Edzard Reuter, en tant que dirigeant représentatif de l'économie, qui doit être tout d'abord abordé. C'est en Mai. Reuter cependant ne se laisse pas aborder, l'intermédiaire n'accède que jusqu'au responsable de la sécurité. Ce n'est qu'après avoir rencontré "Benz" des services de la protection de l'Etat (équivalent R.G. - ndt) et que les autorités en question sont informées quant au but de l'affaire et qu'elles donnent le feu vert, qu'il arrive à téléphoner avec Reuter.

La ligne fixée par Karl-Heinz Dellwo pour cette conversation est de faire miroiter à Reuter d'une façon obséquieuse qu'une fin du conflit Etat-Raf serait aussi dans l'intérêt de l'économie, dont les personnalités les plus représentatives appartiennent aussi à celles principalement concernés par la confrontation. Un point final en serait possible, l'Etat ne continuant à ne vouloir cependant que la solution militaire, ce qui ne signifie que la prolongation du conflit. De ce fait il serait nécessaire que des dirigeants de l'économie comme Reuter engagent leur propre influence afin de faire avancer une solution.

Reuter est réservé, fini par en parler en définitif avec Schnarrenberger (4), plus tard avec Kohl. La réponse de Kohl est négative.

C'est peu de temps avant Bad Kleinen (5).

Wolfgang est révolvérisé, Birgit arrêtée. Steinmetz (6), qui devait livrer à l'Etat toute la RAF, est mis hors d'état de nuire.

L'intermédiaire va voir Birgit afin de s'assurer, si son accord ainsi que celui des illégaux est maintenant aussi encore existant. Birgit est d'accord qu'il continue dans la voie engagée.

Reuter est à nouveau contacté téléphoniquement, toute l'affaire ne serait pas dépassée par Bad Kleinen, elle n'en serait que plus urgente. Reuter cependant ne veut plus et refuse.

L'intermédiaire tente ensuite de gagner le soutien d'Ignaz Bubis (7) comme autre personnalité correspondant par l'influence et le poids au concept des prisonniers de Celle.

Bubis, lors d'une autre rencontre, donne son accord pour engager des conversations dans cette direction à Bonn. Sa motivation repose sur son évaluation du développement politique en Allemagne, sur le fait que le danger venant de droite est tellement aggravé que l'Etat doit entièrement s'y concentrer.

Il discute avec Schnarrenberger, Kinkel (8), Kohl. Sa proposition, de rendre visite aux prisonniers de Celle, afin de prendre connaissance de toute l'affaire de leurs propres bouches, est rejetée par Kohl, qui veut attendre, ce qu'il résultera des enquêtes après Bad Kleinen, voir jusqu'où ils en arriveront avec la récolte offerte par Steinmetz. L'intérêt de Kohl se porte vers une réussite de la chasse (anti-terroriste - ndt) engagée, et non pas vers une liquidation. Et par là, l'économie aussi verrait ses intérêts suffisamment satisfaits.

De même, un rendez-vous de Bubis avec Kohl et Kanther (9) fixé à la fin septembre, n'a pas lieu.

C'est ce que nous savons du développement et de l'état des choses.

Nous ne savons qu'en partie comment la liquidation doit concrètement se dérouler. Le signal comme quoi l'Etat accepte la proposition doit être la remise en liberté des prisonniers qui sont incarcérés depuis le plus longtemps, le transfert de Birgit à Francfort, le regroupement de tous les autres prisonniers. Ensuite aurait lieu la "solution globale", qui inclue les illégaux. Nous ne savons pas ce qu'ils s'imaginent, probablement une légalisation après un exil limité ou une brève période d'incarcération ou ce qui est planifié pour les prisonniers restants.

Mais c'est aussi sans importance. Ils n'ont qu'à faire leur chemin, mais que cela soit ouvertement. Et non pas en ce qu'il soit tenter d'utiliser des autres pour une affaire, qu'ils ne doivent, ni ne peuvent, comprendre.

Il ne reste guère de temps maintenant pour écrire beaucoup plus. Mais il y a encore quelque chose que je veux brièvement dire.

Nous ne nous abîmons pas dans l'amertume. L'amertume fut présente l'an dernier, lorsqu'il devint visible que pour la RAF la "césure" n'était pas l'ouverture pour une nouvelle détermination révolutionnaire et radicale de la politique, la recherche et la lutte pour ses propres représentations; mais au contraire le pas vers l'adaptation (à ce système - ndt) et la pure dépolitisation. Ce fut intenable, non pas parce qu'ils ne comprirent pas ce dont nous parlions, mais parce qu'ils voulaient quelque chose d'autre.

Ce qui est certain, est que la politique révolutionnaire ne pourra reprendre pieds ici que par une décision toute à fait nouvelle et par une rupture consciente avec cet héritage.

Nous avons maintenant tous quantité de choses à dire. C'est ce qui aura lieu prochainement. Le sens et la substance de notre politique sont composants de notre vie, une indissociable unité existentielle qui s'est développée en un tout, et c'est également ainsi que nous luttons pour elle.

Brigitte Mohnhaupt,
au nom des prisonniers de la Raf à Lübeck, Cologne, Francfort, Schwalmstadt, Frankenthal, Bruchsal, Aichach. Fin Octobre 1993.

Notes des traducteurs.

- (1) : Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.
- (2) : Elections des députés au parlement fédérale en octobre 94, qui détermineront entre autres le choix du Chancelier.
- (3) : C'est depuis lors qu'il existe des prisonniers politiques et leur lutte.
- (4) : Ministre de la Justice au niveau fédéral.
- (5) : Le 27 Juin 93, la police allemande réussit à arrêter Birgit Hogefeld, membre de la RAF, et assassine Wolfgang Grams, également membre de la RAF, lors d'une rencontre de ces 2 camarades avec un indicateur de la police qui s'était présenté comme un militant de la gauche radicale et qui a vécu durant des années dans le spectre de cette gauche radicale en Allemagne.
- (6) : L'indicateur de la police. C'est à dire plus exactement des services de la protection de l'Etat, équivalent aux Renseignements Généraux.
- (7) : Président du Conseil Général des Juifs en Allemagne, antifasciste déclaré, dont l'intervention politique actuelle est principalement centrée sur l'indication et la dénonciation d'une montée en force de l'extrême droite.
- (8) : Ancien Ministre de la Justice au niveau fédéral et actuel Ministre des Affaires Etrangères. Le 1 Janvier 1992, Kinkel lança la prétendue "initiative-Kinkel" devant consister à remettre en liberté quelques prisonniers si ceux-ci seraient prêts à des procédures individuelles d'audition devant la Commission chargée des décisions de libération au 2/3 de la peine.
- (9) : Nouveau Ministre de l'Intérieur au niveau fédéral après Bad Kleinen.